



Déclaration FNEC-FP FO79 - F3SCTD mardi 30 janvier 2024

Madame la Directrice Académique

Pas un jour ne se passe, sans qu'un nouveau scandale n'éclate autour de la ministre de l'Éducation Nationale.

L'affaire du lycée Stanilas, « *Stan* » comme disent les initiés, nous a rappelé que l'argent public coule à flot dans ces établissements catholiques qu'ils soient huppés ou non.

Pour notre fédération, la seule École de la République, c'est l'École publique. **FO** ne partage pas la conception du président Macron sur « les 2 Écoles ».

Nous sommes pour l'abrogation de toutes les lois anti-laïques notamment la loi Debré qui maintien artificiellement en vie un système scolaire catholique hors d'âge. Pour **FO**, c'est fonds publics à l'École publique, fonds privés à l'École privée !

Les personnels sont abasourdis par cette succession de révélations, de manifestations d'un entre soi mondain et parfois d'une culture de l'esquive pour conserver son pouvoir (cf. les arrangements avec Parcours Sup).

Ajoutons à cela les revenus astronomiques que la ministre a perçus pour d'autres responsabilités.

500 000€ par an touchés par la ministre, c'est tout simplement 13 à 15 années d'un salaire d'enseignant et plus de 50 ans de labeur pour une AESH. Le vrai séparatisme se situe là, c'est le séparatisme d'une classe sociale qui ne vit plus avec nous.

Le niveau de nos salaires sont un des éléments de l'exaspération des personnels. **FO** revendique l'augmentation immédiate des salaires à hauteur de l'inflation avec **10% d'augmentation du point d'indice** et la **récupération de ce qui a été volé depuis 2000** (c'est à dire une baisse 27,5% du pouvoir d'achat).

Dans la tourmente, la ministre se tait. Sauf qu'elle a quand même déclaré à France Télévision qu'il n'y aurait aucune suppression de postes pour la rentrée prochaine. Nous vous avons écrit à ce sujet, mais vous ne nous avez apporté aucune réponse ou confirmation.

Se taire, c'est ce qu'aurait peut-être dû faire le président Macron lors de sa dernière et longue conférence de presse. E. Macron connaît les problèmes que rencontrent les personnels dans les établissements scolaires. Mais il préfère donner des gages à une partie de l'échiquier politique plutôt qu'apporter des réponses aux personnels. L'uniforme, la Marseillaise, bref, renvoyer l'Éducation Nationale à la IIIème république... les choses avancent !

Il sait notamment que dans le 1^{er} degré, la situation de l'inclusion scolaire à marche forcée met à mal de nombreux collègues qu'ils soient ATSEM, AESH ou enseignants.

Même son ancien ministre de l'Éducation Nationale, M Attal, reconnaît qu'il manque 23 000 places dans les établissements spécialisés.

Les personnels dressent un constat accablant de cette politique d'inclusion systématique dans les classes « ordinaires », quel que soit le handicap :

- **Les élèves porteurs de handicap ne bénéficient pas d'un enseignement adapté à leur handicap** auquel ils ont droit, et ce, quel que soit le coût en moyens humains et financiers ; l'inclusion ne peut se faire qu'avec un projet personnel Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique. Le volet pédagogique ne peut être la seule solution.

- **L'inclusion scolaire systématique est source de grande souffrance de tous** : élèves porteurs de handicap, enseignants, AESH, parents d'enfants en situation de handicap, ATSEM des écoles maternelles ... La situation est de plus en plus insoutenable et inacceptable !

Veut-on vraiment nous faire croire que la suppression des structures spécialisées et médicalisées n'est pas un plan social de grande ampleur mené par la grande entreprise gouvernementale ? Ce plan social ne répondra pas au manque de personnels formés et au manque de professionnels de santé.

Veut-on vraiment nous faire croire qu'accueillir tous les enfants en situation de handicap dans leur classe d'âge est possible et bénéfique pour tous ? Que le gouvernement y mettra les moyens suffisants ? Que les personnels qui intervenaient auparavant directement auprès de ces élèves seront au côté des enseignants, dans les classes et pas seulement à courir d'écoles en écoles pour saupoudrer quelques conseils pédagogiques ou comportementaux ?

Veut-on vraiment nous faire croire qu'en fusionnant les emplois précaires et sans formation qualifiante que sont les AED et les AESH les conditions d'accueil des élèves seront améliorées et les conditions de travail meilleures ?

Veut-on vraiment nous faire croire qu'en supprimant 26 postes dans notre département, en fusionnant les écoles, en payant les enseignants à la mission, l'École de la République restera partout la même : l'école de l'égalité des chances ?

Avec l'acte 2 de l'inclusion scolaire, le gouvernement économise sur le dos des élèves en situation de handicap et s'essuie les pieds sur les conditions de travail des collègues.

Pour toutes ces raisons notre fédération **FO de l'Enseignement** appelle les personnels à se mobiliser pour la journée de grève du 1^{er} février 2024.

Merci de votre attention